

Numéro	Objet	Date	Nomenclature
078/2024	Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant l'adoption du Budget Primitif Principal 2025	10/12/2024	7.1 Décisions budgétaires

Envoyé en préfecture le 12/12/2024

Reçu en préfecture le 12/12/2024

Publié le

ID : 013-211300363-20241210-2784\_CM\_078-DE



## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

-----

### Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
Présents : **24**  
Procurations : **2**  
Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-quatre**, le **dix décembre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **4 décembre 2024**

#### **OBJET : Autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant l'adoption du Budget Primitif Principal 2025**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux :** GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, AMAT Bruno, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, AMIARD Ludvine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

#### **Résultat du vote :**

Pour : **26**  
Contre : **0**  
Abstentions : **0**

**Absents excusés et représentés :** DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, PERRIN Christine représentée par HOUDIN Florence

**Absent excusé :** ROSELLO Louis.

Afin de permettre le règlement des dépenses d'investissement par la Commune avant le vote du budget principal **2025**, il a été demandé au Conseil d'autoriser M. le Maire à procéder à l'engagement et au règlement de ces dépenses dans la limite du **quart** des crédits inscrits au Budget Principal **2024**.

**Vu** l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant** que le Budget Primitif principal **2025** de la Ville d'Eyragues sera voté au plus tard le **15 avril 2025** ;

**Considérant** que certaines opérations d'investissement doivent démarrer au cours du **1<sup>er</sup> trimestre** de l'année **2025** pour être menées à leur terme dans les délais requis ;

**Considérant** qu'afin d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater certaines dépenses, il est proposé d'appliquer les dispositions de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Municipal, à l'Unanimité décide de :

**Autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement du Budget principal dans la limite du quart du montant inscrit au budget **2024** conformément au tableau ci-dessous :

Affectation et montant des crédits pouvant être engagés et mandatés avant le vote du BP 2025 – Budget Principal		
Chapitre – Libellé nature	Crédits ouverts en 2024 (BP + DM1 et DM2)	Montant autorisé avant vote du BP 2025
20–Immobilisations incorporelles (sauf 204)	80 000,00	20 000,00
204–Subventions d'équipements versées	(63 000,00 + 66 000,00) = 129 000,00	32 250,00
21–Immobilisations corporelles	1 157 400,00	289 350,00
23 – Immobilisations en cours	(2 253 260,67 – 66 000,00 – 32 000,00) = 2 155 260,67	538 815,17

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Michel GAVANON

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité. --*

Maire d'Eyragues

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.*

*Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télerecours citoyens» accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :*

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*